

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 22/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Framatome SAS – Etablissement de Montbard

5 AVENUE DU GENERAL LECLERC
BP 50
21500 Montbard

Références : 2023-241
Code AIOT : 0005401360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2023 dans l'établissement Framatome SAS – Etablissement de Montbard implanté 1 AVENUE DU GENERAL LECLERC 21500 Montbard. L'inspection a été annoncée le 07/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées portant sur les prélèvements et l'usage de l'eau par les activités industrielles en période de sécheresse.

L'établissement inspecté est situé dans la zone d'alerte SN12 (Armançon amont – Brenne) selon le découpage défini par l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Côte-d'Or. A la date de l'inspection, la zone SN12 est au niveau « vigilance » au titre de la sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Framatome SAS – Etablissement de Montbard
- 1 AVENUE DU GENERAL LECLERC 21500 Montbard
- Code AIOT : 0005401360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

FRAMATOM MONTBARD est le spécialiste français dans la production de tubes sans soudures à usage nucléaire.

Le site produit les faisceaux de tubes cintrés et des produits tubulaires spécialisés en alliage de nickel et en acier inoxydable destinés aux générateurs de vapeur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse et gestion quantitative de l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeur limite de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Registre de prélèvement des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet
3	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les nouvelles dispositions applicables en cas de franchissement de seuil sécheresse sont connues de l'exploitant.

L'exploitant doit poursuivre son plan d'actions sur les économies d'eau et anticiper les mesures à prendre afin de respecter les prescriptions qui seront applicables en cas de passage à un niveau de sécheresse supérieur.

Les installations mises en place en 2022 notamment vis-à-vis de la récupération des eaux pluviales doivent permettre à l'installation d'avoir pour 2023 des prélèvements inférieurs à 7000 m³/an.

Néanmoins, l'inspection rappelle que si ces prélèvements venaient à augmenter et dépasser ce seuil, les réductions de prélèvements suivantes seront à respecter :

- - 25% en cas de franchissement du seuil d'alerte,
- - 50% en cas de franchissement du seuil d'alerte renforcée,
- et en cas de crise, seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux).

Des exemptions sont possibles dans les cas où :

- les activités peuvent démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures pérennes et/ou temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est à tenir à disposition de l'Inspection et pourra faire l'objet de contrôle,
ou
- les activités disposent d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse.

La démonstration de l'application des meilleures techniques disponibles en termes d'économie d'eau sera évaluée en cas de contrôle sur la base notamment :

- des actions mises en place pour rechercher/limiter les fuites d'eau et pour identifier les usages et équipements les plus consommateurs
- de la description des dispositions et techniques mises en place pour réduire la consommation (procédé utilisant moins d'eau, recyclage de l'eau, utilisation de l'eau de pluie, formation du personnel, ...)
- d'indicateurs chiffrés comme l'évolution des prélèvements dans le temps (avant/après la mise en place des différentes techniques)
- la consommation spécifique (rapportée à la tonne produite par exemple)
- la comparaison avec les données disponibles pour le secteur d'activité concerné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeur limite de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours et dans le réseau public qui ne sont pas liés aux activités sanitaires, sont autorisés dans les quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Nappe phréatique : sans• Réseau public : 2 000 m3 / an• Canal de Bourgogne : 30 000 m3/an
Constats : L'installation dispose de compteur et sous-compteurs avec un relevé mensuel de ceux-ci. L'alimentation en eau potable (AEP) est utilisée en temps normal uniquement pour les besoins sanitaires et exceptionnellement en secours pour l'alimentation en eaux des fours. L'exploitant a signalé avoir fait installer une alarme, pour alerter lorsque l'automate bascule l'alimentation des fours sur le réseau d'AEP, ceci afin d'identifier rapidement la cause et de rebasculer le plus rapidement sur le réseau d'eau provenant soit des eaux de pluie, soit des eaux du canal. Les registres montrent un prélèvement d'eaux dans le canal de : <ul style="list-style-type: none">• en 2022 : 10 000 m3• en 2021 : 5196 m3 Les registres montrent un prélèvement d'eaux dans le réseau d'alimentation en eaux potable de : <ul style="list-style-type: none">• en 2022 : 1732 m3• en 2021 : 2061m3 L'exploitant a expliqué que les prélèvements dans le canal en 2022 avaient été plus importants du fait des travaux de mise en place de citernes de stockage d'eaux pluviales (3 000 m3) en lieu et place du bassin existant et l'empêchant, durant la période des travaux, de pouvoir utiliser les eaux pluviales. L'exploitant a informé l'inspection vouloir passer sous le seuil des 7000 m3/an prélevés en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre de prélèvement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de prélèvement des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an : <ul style="list-style-type: none">• seuil de vigilance : pas d'exigence spécifique sur le registre de relevé des compteurs• seuil d'alerte : registre hebdomadaire• seuil d'alerte renforcée ou de crise : registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100m³/j
Constats : L'examen du registre 2023 de prélèvement d'eaux montre que la consommation d'eau est relevée par l'exploitant de façon mensuelle en cette période.
Observation : L'exploitant a montré le registre mis en place pendant la période d'étiage 2022, celui-ci montre un relevé hebdomadaire pendant la période où le sous-bassin versant "Armançon amont – Brenne" était en période d'alerte ou alerte renforcée. L'établissement prélevant moins de 100 m ³ /jour, l'inspection constate que l'exploitant respecte l'arrêté du 20 mai 2022 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des prélèvements/consommations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour toutes les activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales : <ul style="list-style-type: none">• seuil de vigilance : sensibiliser aux règles de bon usage / d'économie d'eau Pour toutes ces activités et si la consommation d'eau est supérieure à 7000 m3/an : <ul style="list-style-type: none">• seuil d'alerte : réduction des prélèvements et/ou consommation de 25 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.• seuil d'alerte renforcée : réduction des prélèvements et/ou consommation de 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.• seuil de crise : seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux). Une priorisation des usages pourra être conduite au cas par cas pouvant conduire à une augmentation des prélèvements et/ou consommation plafonnés à 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle. Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront.
Constats : L'Inspection a rappelé à l'exploitant les objectifs de réduction de la consommation d'eau qui seraient applicables en cas d'atteinte du seuil d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise. Pour réduire sa consommation d'eau, l'exploitant a mis en place des cuves de récupération d'eaux pluviales fin 2022, d'un volume de stockage de 3000 m3. L'exploitant a expliqué que ces réserves d'eau vont permettre de diminuer les prélèvements d'eau dans le canal à hauteur de 2 000 m3 et éviter le prélèvement dans celui-ci pendant les périodes d'étiages. En lien avec le principe de proportionnalité, il est à noter que les mesures de restriction sur l'usage de l'eau fixées par l'AP cadre "sécheresse" du 20/05/2022 sont moins contraignantes en cas de passage à une consommation inférieure au seuil de 7000 m3/an.
Observations : La veille réglementaire mise en place par l'exploitant à la date de l'inspection ne permet pas de suivre les arrêtés départementaux relatifs à la sécheresse. L'exploitant peut suivre la publication des arrêtés départementaux relatifs à la sécheresse via le site Internet de la préfecture de la Côte-d'Or et le site Internet PROPLUVIA (http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet